

Dans l'indifférence générale, le Kasai verse chaque jour un peu plus dans la crise. Caritas International et Justice & Paix vous invitent à prendre le temps d'écouter la parole de leurs partenaires locaux et des victimes de ce drame, pour en comprendre les causes et les conséquences, et rompre ensemble le silence. 5 vidéos, 4 volets, 1 analyse approfondie à découvrir et à partager !



Écouter, comprendre, Agir... Ce sont ces trois balises qui nous guideront à travers 4 thématiques, complémentaires et éclairantes sur la situation au Kasai : **l'Urgence** de l'intervention humanitaire, **le développement** nécessaire pour un espoir à long terme, **la paix**, préalable de tout, ainsi que **les droits**, électoraux et humains, trop bafoués encore.

1/ Humanitaire, l'urgence d'agir

//Écouter

//Comprendre

Agnès, [Richard](#), Edouard... voici quelques-uns des visages derrière la tragédie qui se joue en ce moment même dans le Grand Kasai.

C'est en août 2016 qu'un conflit brutal éclate au Kasai Central entre des milices tribales et les forces armées à la suite de la mort violente d'un chef coutumier, le Kamuina Nsapu. Les cinq provinces qui constituent le Grand Kasai s'embrasent. En quelques mois, **plus de 3.000 décès** sont enregistrés par les paroisses de ce territoire enclavé, grand comme dix fois la Belgique. C'est précisément sur ce réseau de paroisses que s'est construit [le mécanisme de veille humanitaire](#) établi par Caritas, grâce à un financement d'Unicef. Un dispositif indispensable pour collecter les alertes SMS de milliers de veilleurs et ainsi informer la communauté humanitaire pour la mise en place du mécanisme de Réponse Rapide aux Mouvements de Population (RRMP). On estime à **près d'1,5 million le nombre de déplacés internes** liés à cette flambée de violence et à **environ 30.000 le nombre de Congolais à avoir trouvé refuge en Angola**.

Avec le rétablissement relatif de la sécurité, un mouvement massif de retour est en cours. Près de la moitié des déplacés auraient aujourd'hui regagné leur village ou ce qu'il en reste. Leur santé et leur état nutritionnel ont été lourdement éprouvés par leur séjour en brousse où ils se sont pour la plupart réfugiés. Ils ont bien souvent tout perdu.

Au fil du rétablissement de l'accès humanitaire, c'est un paysage de désolation qui se révèle :

- 400.000 enfants de moins de 5 ans sont atteints de malnutrition sévère aigüe et courent un danger létal.
- 220 centres de santé ont été détruits, pillés ou endommagés dans les troubles. Ceci

fait le jeu des épidémies de rougeole et de choléra notamment.



« Nous avons fait à peu près deux mois dans la brousse. On mangeait ce qu'on trouvait et buvait de l'eau vraiment sale. Cela causait des microbes. Nous ne pouvons pas vous dire que nous sommes en bonne santé après ça. »

- **Richard, Habitant de Kapangu**

Et pourtant, **seul un tiers des financements humanitaires a été réuni**. Le silence n'est pas une option. Il causerait de nouvelles pertes de vies humaines et la déstabilisation. Au risque de réalimenter les tensions qui ont nourri cette crise et de la voir prendre des proportions plus dramatiques encore.

//Agir - Vous aussi agissez !

Aujourd'hui, chacun doit avoir son rôle, aidez-nous à briser le silence !

Partagez l'information, partagez cette page via [Twitter](#), [Facebook](#)... ou tous les moyens possibles !

2/ Consacrer le développement...

//Écouter

//Comprendre

*****La crise du Grand Kasai est venue se greffer sur des problématiques structurelles qui touchent aussi le reste du pays : insécurité alimentaire galopante, inégalités hommes-femmes, chômage de masse,...**

En RDC, **7,7 millions de personnes sont touchées par l'insécurité alimentaire sévère**, le dernier stade avant la famine. Leur nombre a augmenté d'un tiers en à peine un an. Les crises qui ont frappées le pays n'y sont bien entendu pas étrangères. Ainsi, depuis mars 2016, **l'insécurité alimentaire a augmenté de 323%** au Kasai Central.

Ici, où beaucoup ont été dans l'impossibilité de cultiver leurs terres lors des deux saisons agricoles de 2017, **la relance agricole reste un défi majeur pour deux ménages sur trois.**



« Il faut que les ménages arrivent à améliorer leur revenu. Parce que c'est en améliorant le revenu que l'on peut aussi durablement améliorer la sécurité

alimentaire. »

- Théodore Kazadi, Assistant technique national, Caritas International

L'aide d'urgence doit aller de pair avec la réhabilitation agricole. Non seulement les familles ont tout perdu dans leur fuite (semences, outils,...), mais aussi car, au Kasai peut-être davantage qu'ailleurs au Congo, **les techniques et les intrants sont rudimentaires**. Les maladies visant les cultures, l'élevage et l'enclavement sont autant d'obstacles pour les ménages les plus précarisés.

Ici comme ailleurs, **il est impératif de consacrer la loi agricole et le développement de l'agriculture familiale**, à travers des organisations paysannes en mesure de mutualiser les dispositifs de crédit, de transformation, de stockage et de commercialisation. Penser le développement, c'est aussi consacrer une paix durable.

//Agir - Vous aussi agissez !

Aujourd'hui, chacun doit avoir son rôle, aidez-nous à briser le silence !

Partagez l'information, partagez cette page via [Twitter](#), [Facebook](#)... ou tous les moyens possibles !

3/... Et la paix communautaire

//Écouter

//Comprendre

*****La paix, voici ce que les familles qui font aujourd'hui**

leur retour sur leurs terres attendent plus que tout. La paix pour cultiver, pour reconstruire leur maison, leur vie, et garantir un avenir meilleur à leurs enfants.

En l'espace de quelques mois, le Grand Kasaï est devenu le terrain de confrontations sanglantes des autorités nationale et coutumière, du « Kasaïen contre lui-même » et... de la jeunesse désabusée contre l'état démissionnaire. Les milices parties en croisade mystico-militaire contre les symboles de l'Etat ont entraîné dans leur sillage bon nombre de jeunes. **On estime que les 8-18 ans constituaient 40 à 60% des recrues.** Au nom de la défiance à l'égard du pouvoir central et de la crise électorale sans doute. Mais de l'aveu de beaucoup, plus encore du fait de l'absence de perspectives en termes d'éducation et d'emploi dans ce contexte de pauvreté endémique.

Nombreux sont ceux qui avaient déjà été tenté leur chance vers l'Angola, l'Est ou Kinshasa. D'autres ont préféré embrasser la violence, quitte à le payer de leur vie sous les balles des forces armées. Le retour des jeunes miliciens démobilisés au sein de leur communauté **demande un travail de soutien psycho-social, de réintégration, de réconciliation et de mémoire collective.** Pour dépasser ces traumatismes indélébiles.



« Nous pouvons travailler au niveau de la réconciliation. Nous pouvons aider ce peuple à reprendre confiance en lui-même, en se réconciliant avec lui-même pour pouvoir se prendre en charge »

- Mgr Félicien Mwanama, Évêque de Luiza, Kasai central

Si le cercle de la violence n'est pas durablement rompu, **en s'attaquant aux véritables causes profondes de la crise**, beaucoup redoutent un pourrissement de la situation des

Kasaï sur les plans humanitaires, sécuritaires et ethniques. Au risque de déstabiliser le pays et la région toute entière.

//Agir - Vous aussi agissez !

Aujourd'hui, chacun doit avoir son rôle, aidez-nous à briser le silence !

Partagez l'information, partagez cette page via [Twitter](#), [Facebook](#)... ou tous les moyens possibles !

4/ Défendre les droits, maintenant, pour le futur

//Écouter

//Comprendre

*****Le déchainement de la violence dans ces provinces reculées du pays s'inscrit, enfin, dans un contexte national de crise politique et électorale profonde.**

Le constat de Clément Makiobo, Secrétaire Exécutif de Justice & Paix Congo, est sans appel : « *Le blocage politique a un impact sur la situation sécuritaire, sur la situation socio-économique, mais aussi sur la situation des droits humains dans ce pays.* » **Consacrer les droits socio-économiques de la population implique de consacrer ses droits fondamentaux.**



« Notre message est de demander aux citoyens européens de ne pas oublier ce peuple, de l'accompagner, de le soutenir. »

- Clément Makiobo, Secrétaire exécutif, Commission Justice & Paix Congo

L'Église congolaise, de par l'importance de son action sociale et, de par son rôle de médiation dans la transition politique consacrée par l'accord de la Saint-Sylvestre en décembre dernier, doit être soutenue par **la Belgique et les membres de la communauté internationale**. C'est pourquoi Justice et Paix appuie ses partenaires de l'Église congolaise dans leurs actions d'éducation citoyenne et œuvre comme relais auprès des décideurs politiques belges et européens.

//Agir - Vous aussi agissez !

Aujourd'hui, chacun doit avoir son rôle, aidez-nous à briser le silence !

Partagez l'information, partagez cette page via [Twitter](#), [Facebook](#)... ou tous les moyens possibles !

//En savoir plus

*****Notre développement complet et nos sources sont disponibles via l'analyse commune de Justice & Paix et Caritas International. Retrouvez la gratuitement en ligne : [« Kasai : une crise symptomatique des maux congolais ? »](#) »**

[/Avec le soutien de la [Coopération belge au développement](#)
/]



Documents joints

[kasai-une-crise-symptomatique-des-mots-congolais-etude-commune-cjp-caritas-decembre-2017.docx.pdf](#)